

- Les versions écrite et orale du discours font foi -

Pour une Suisse indépendante et autodéterminée – non aux juges étrangers et aux lois étrangères

par Christoph Blocher, vice-président UDC Suisse, Herrliberg (ZH)

Je pose la question:

- pourquoi la petite Suisse occupe-t-elle toujours les **premiers rangs des classements économiques internationaux**?
- pourquoi des hommes et des femmes du monde entier se pressent-ils pour accéder à la **qualité de vie exceptionnelle de la Suisse**?
- pourquoi la Suisse possède-t-elle depuis longtemps un régime libéral ainsi que des droits fondamentaux, des droits de la liberté et humanitaires **bien avant qu'il existe des conventions internationales**?

La réponse est simple: si la Suisse est en meilleure situation, c'est grâce à la **forme particulière de son Etat**.

Que cela signifie-t-il? Les piliers porteurs de notre Etat étaient jusqu'ici **l'indépendance, la démocratie directe, la neutralité, le fédéralisme et l'ouverture au monde**. Ces piliers soutiennent depuis plus de 150 ans un Etat svelte, un **Etat de droit libéral**.

Mais le principal pilier de l'Etat, c'est son indépendance, sa **souveraineté**. La sauvegarde de celle-ci est la tâche la plus noble de l'Etat suisse.

Un pays n'est indépendant que s'il peut **décider lui-même des règles qui le régissent**. Et en Suisse, ce droit de décision appartient, selon la Constitution fédérale, aux **citoyennes et aux citoyens qui forment l'autorité législative suprême**.

Mais que fait la Berne fédérale aujourd'hui?

- elle ne cesse de **restreindre la liberté d'action du pays**.
- elle **mine, élude et supprime constamment l'indépendance**.
- elle s'apprête à conclure un **accord-cadre avec l'UE** qui impose à la loi suisse **des lois et des tribunaux étrangers**, qui pousse insidieusement la Suisse dans l'UE et, surtout, qui évince les citoyens en tant que pouvoir suprême de l'Etat.
- elle **refuse d'appliquer les décisions du peuple** et écarte les citoyens en multipliant les prétextes et astuces (initiative sur le renvoi, initiative de mise en œuvre, initiative contre l'immigration de masse et bien d'autres).
- elle cherche à **compliquer le lancement d'initiatives populaires** (augmentation du nombre de signatures, extension des motifs d'invalidation).
- les élus politiques, le parlement, le gouvernement et les tribunaux lancent un **coup d'Etat discret** dont l'objectif est évident: écartier le peuple du pouvoir et affaiblir la souveraineté nationale.

Pour la première fois depuis la fondation de l'Etat fédéral en 1848, la Suisse est dirigée **par un gouvernement de gauche et par un parlement en majorité de gauche.**

La vie quotidienne des citoyennes et des citoyens en est affectée: **bureaucratisation** de l'économie, **hausse des impôts, taxes et redevances, atteintes à la sphère privée, réduction constante de la liberté individuelle.**

Cette politique a des conséquences: **la bonne situation de la Suisse se dégrade.** La population va moins bien. Le premier signal dans ce sens est la baisse des recettes fiscales due au fait que les gens gagnent moins et que les entreprises font moins de bénéfices. Les femmes et les hommes perdent leur autodétermination et leur liberté. **La Suisse glisse dans la médiocrité** sous la conduite d'un Conseil fédéral et d'un parlement de gauche.

Nous ne pouvons pas accepter cela.

L'UDC est le dernier parti qui défend véritablement la Suisse!

Lançons-nous donc dans le combat pour une Suisse indépendante et régie par la démocratie directe.

L'UDC peut renoncer facilement aux applaudissements des adversaires de la Suisse en politique et dans les médias!